

138° Vilvoorde
139° Vosselaar
140° Wachtebeke
141° Wemmel
142° Westerlo
143° Wezembeek-Oppem
144° Willebroek
145° Wommelgem
146° Wuustwezel
147° Zandhoven
148° Zaventem
149° Zedelgem
150° Zele
151° Zelzate
152° Zemst
153° Zoersel
154° Zomergem
155° Zwijndrecht
Bruxelles, le 23 mai 2014.

La Ministre flamande de l'Energie, du Logement, des Villes et de l'Economie sociale,
Fr. VAN DEN BOSSCHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/205553]

24 JUIN 2014. — Arrêté ministériel déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2014

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, les articles 16, 24, 25, 26, 27 et 28 modifiés par l'article 26 du décret du 12 février 2012;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2014 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables, notamment les articles 2, § 1^{er}, 3 et 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1^{er}, 19^o à 22^o*bis*, du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 mai 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 19 juin 2014;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté ministériel déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2014 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables entrera en vigueur le 1^{er} septembre 2014,

Arrête :

Article 1^{er}. Les logements faisant l'objet d'une demande de prime à la réhabilitation doivent être des logements améliorables tels que déterminés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1^{er}, 19^o à 22^o*bis*, du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable.

Art. 2. Les travaux d'assainissement pouvant faire l'objet de l'octroi d'une prime doivent remédier à une ou plusieurs causes d'insalubrité et permettre, une fois réalisés, de satisfaire aux critères minimaux fixés dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007. Ils doivent figurer dans la liste des ouvrages subsidiables. Chaque ouvrage, numéroté de 1 à 20 dans cette liste, doit être exécuté dans sa totalité pour être pris en considération à l'exception de l'ouvrage 7.

Le coût d'un ouvrage pris en compte pour le calcul de la prime peut être limité forfaitairement à l'estimation du montant de travaux plus économiques que ceux réalisés mais permettant néanmoins de remédier à la cause d'insalubrité constatée.

Ouvrages subsidiables :

Toiture

1. Remplacement de la couverture (minimum la totalité d'un versant de la toiture), y compris les lucarnes, tabatières et ouvrages assimilés (selon les critères fixés à l'ouvrage 4 si les combles ne sont pas aménagés en pièces d'habitation), obligatoirement accompagné d'une isolation respectant la norme figurant à l'article 5, §§ 1^{er} et 2, de l'arrêté ministériel relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie. Cette obligation n'est pas imposée quand les combles étaient aménagés en pièces d'habitation et quand l'isolation de la toiture impose des travaux de démolition.

2. Appropriation de la charpente obligatoirement accompagnée d'une isolation respectant la norme figurant à l'article 5, §§ 1^{er} et 2, de l'arrêté ministériel relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie.

3. Remplacement de tout élément ou dispositif de collecte et d'évacuation des eaux pluviales.

4. Installation de tout dispositif assurant l'éclairage naturel et/ou l'aération des combles non aménagés en pièces d'habitation (une baie par versant si les combles ne sont pas divisés ou par local s'ils le sont).

Murs

5. Assèchement des murs.

6. Renforcement des murs instables ou démolition et reconstruction totale de ces murs, sans pouvoir dépasser 30 % de la surface des murs extérieurs (surface des baies et murs mitoyens inclus).

Menuiseries extérieures

7. Remplacement des menuiseries extérieures (portes et châssis) ne respectant pas un coefficient de transmission thermique de l'ensemble des châssis + vitrages (U_w) égal ou inférieur à $2W/m^2K$, ou du vitrage de ces menuiseries extérieures. Au terme des travaux, ce critère doit être rencontré.

Sols

8. Remplacement des supports (gîtage, hourdis, etc.) des aires de circulation d'un ou de plusieurs locaux.

9. Remplacement des aires de circulation et des sous-couches d'un ou de plusieurs locaux, y compris les plinthes, uniquement si l'ouvrage subsidiaire 8 est subsidié par le présent arrêté.

Eclairage naturel et ventilation

10A. Eclairage naturel des pièces d'habitation.

10B. Ventilation des pièces d'habitation et des locaux sanitaires.

Sécurité

11. Appropriation de l'installation électrique et/ou de gaz, non compris le remplacement des appareils de chauffage ou de production d'eau chaude ni les parties de l'installation non nécessaires à un confort minimum (télédistribution, éclairage extérieur,...).

12. Remplacement d'escalier intérieur, y compris travaux annexes indispensables.

13. Gainage de corps de cheminée, y compris restauration, reconstruction ou démolition des souches et accessoires.

Hygiène

14. Installation d'un point d'eau potable sur évier dans la cuisine.

15. Installation d'un système d'égouttage des eaux usées, ou remplacement total du système existant, en conformité avec les prescriptions réglementaires applicables en la matière.

16. Installation d'un premier W-C. à chasse raccordé à l'égout public ou à un système d'évacuation et de traitement conforme aux prescriptions réglementaires applicables en la matière.

Le W-C. doit être situé dans un local aéré ne pouvant communiquer avec une pièce d'habitation de jour que par l'intermédiaire d'un sas.

17. Installation d'une première salle de bains.

Surpeuplement

18. Travaux d'agrandissement ou d'aménagement, sans toutefois que la superficie utilisable résultante ne puisse dépasser de plus de 30 % la superficie utilisable minimum et pour autant que la superficie utilisable initiale soit supérieure à la moitié de la superficie utilisable minimum telle que définie dans ces mêmes critères.

L'estimateur doit détailler dans le rapport d'estimation les travaux envisagés et y démontrer le surpeuplement du logement, dû à l'insuffisance de superficie utilisable et/ou à l'absence de certains locaux d'habitation jugés indispensables.

Ces travaux ne sont pas pris en considération quand le demandeur s'engage à donner le logement en location, sauf si le logement a une superficie inférieure à $32 m^2$.

Remarque : Si la cohabitation dans une même chambre de deux enfants du même sexe âgés de moins de 21 ans est préjudiciable à une vie harmonieuse de ceux-ci, en raison de leur différence d'âge ou du handicap de l'un d'entre eux par exemple, l'aménagement d'une chambre supplémentaire peut être pris en compte, à titre dérogatoire laissé à l'appréciation de l'administration, sur base d'un rapport motivé de l'estimateur.

Mérule

19. Tous travaux de nature à éliminer la mérule ou tout champignon aux effets analogues, par remplacement ou traitement des éléments immeubles attaqués.

Radon

20. Tous travaux de nature à éliminer le radon :

1° installation de tout dispositif assurant la ventilation à l'air libre des caves et/ou vides ventilés (aménagement de soupiroux ou installation d'un système de ventilation forcée);

2° travaux rendant étanche les membranes ou les portes au sous-sol;

3° tous travaux conseillés dans les rapports rédigés par les bureaux et services de mesure enregistrés par l'Agence fédérale de contrôle nucléaire instituée par l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants (*Moniteur belge* du 30 août 2001).

Art. 3. Les travaux d'isolation ne sont pris en compte que s'ils sont liés à un des ouvrages précités, admissible au bénéfice de la prime, et s'ils respectent les normes fixées aux articles 5 à 7 de l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie.

La conformité des travaux à ces normes doit être attestée par une annexe technique.

Art. 4. En application de l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2014 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables, la réalisation d'une enquête par un estimateur est obligatoire lorsque le demandeur n'occupe pas personnellement le logement ou dans le cas où le demandeur acquiert des matériaux à mettre en œuvre dans le logement ainsi que lorsque le demandeur effectue les ouvrages subsidiaires 10A, 10B ou 12 à 20 de l'article 2 du présent arrêté.

Art. 5. Dans le cas où le demandeur n'occupe pas personnellement le logement, l'ensemble des ouvrages figurant dans la liste de l'article 2, nécessaires pour supprimer les causes d'insalubrité existant dans le logement, doivent obligatoirement être exécutés, à l'exception des ouvrages numérotés 4, 7, 10A, 17 et 20.

Art. 6. § 1^{er}. En cas de logement comportant des locaux affectés ou destinés à être affectés, même partiellement, à l'exercice d'une activité professionnelle, les travaux effectués à des ouvrages communs à la partie résidentielle et à la partie professionnelle du logement sont pris en considération au prorata de la partie résidentielle.

§ 2. Les travaux effectués à des ouvrages communs à plusieurs logements ou communs à un ou plusieurs logements et à une partie du bâtiment affectée à un usage professionnel, totalement distincte du ou des logements, ne sont pas pris en considération, sauf si l'ensemble du bâtiment appartient au même propriétaire. Dans ce cas, les travaux communs sont pris en compte au prorata de la part que représente le logement objet de la demande.

§ 3. Les travaux spécifiques à des locaux à usage non résidentiel ne sont pas pris en considération sauf si, d'une part, ces locaux sont situés dans le bâtiment principal constituant le logement et pas dans une annexe à celui-ci et si, d'autre part, leur non exécution peut nuire à la salubrité de la partie résidentielle du logement.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2014.

Namur, le 24 juin 2014.

J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/205553]

24. JUNI 2014 — Ministerialerlass zur Bestimmung der technischen Anforderungen bezüglich der Wohnungen, die im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014 Gegenstand einer Sanierungsprämie sind

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, Artikel 16, 24, 25, 26, 27 und 28, abgeändert durch Artikel 26 des Dekrets vom 12. Februar 2012;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen, insbesondere der Artikel 2, § 1, 3 und 6;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. August 2007 zur Festlegung der Mindestkriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit, der Kriterien der Überbelegung und zur Bestimmung der in Artikel 1, 19^o bis 22^obis des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse erwähnten Definitionen;

Aufgrund des am 22. Mai 2014 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers für Haushalt vom 19. Juni 2014;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass der Ministerialerlass zur Bestimmung der technischen Anforderungen bezüglich der Wohnungen, die im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen Gegenstand einer Sanierungsprämie sind, am 1. September 2014 in Kraft treten wird,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wohnungen, die Gegenstand eines Antrags auf eine Sanierungsprämie sind, müssen verbesserungsfähige Wohnungen sein, so wie sie in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. August 2007 zur Festlegung der Mindestkriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit, der Kriterien der Überbelegung und zur Bestimmung der in Artikel 1, 19^o bis 22^obis des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse erwähnten Definitionen bestimmt worden sind.

Art. 2 - Die Sanierungsarbeiten, für welche eine Prämie gewährt werden kann, müssen einer oder mehreren Ursachen der gesundheitlichen Unzuträglichkeit abhelfen, und nach deren Ausführung die Erfüllung der in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. August 2007 festgelegten Mindestkriterien erlauben. Sie müssen in der Liste der bezuschussbaren Arbeiten angeführt sein. Jede Arbeit, die in dieser Liste mit einer Nummer von 1 bis 20 versehen ist, muss ganz ausgeführt werden, um in Betracht gezogen zu werden, mit Ausnahme der Arbeit Nr. 7.

Die Kosten einer Arbeit, die für die Berechnung der Prämie berücksichtigt werden, können auf den veranschlagten Betrag von Arbeiten, die sparsamer als die ausgeführten Arbeiten sind und jedoch der festgestellten Ursache der gesundheitlichen Unzuträglichkeit abhelfen können, pauschalweise begrenzt werden.

Bezuschussbare Arbeiten:

Bedachung

1. Ersatz der Dachhaut (mindestens einer vollständigen Dachseite) einschließlich der Gauben, Dachliegefenster und ähnlicher Anlagen (nach den in der Arbeit Nr. 4 festgelegten Kriterien, wenn die Speicher (Dachböden) nicht als Wohnräume ausgebaut sind), unbedingt mit einer Isolierung, die die in Artikel 5, §§ 1 und 2 des Ministerialerlasses über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung erwähnten Norm einhält. Diese Verpflichtung besteht nicht, wenn die Speicher (Dachböden) als Wohnräume ausgebaut waren, und wenn die Isolierung der Bedachung Abbrucharbeiten voraussetzt.

2. Anpassung des Dachstuhls, unbedingt mit einer Isolierung, die die in Artikel 5, §§ 1 und 2 des Ministerialerlasses über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung erwähnten Norm einhält;

3. Ersatz von jeder Regenwassersammel- und -ableitungsvorrichtung.

4. Einbau von Anlagen für Tageslichtbeleuchtung und/oder Lüftung der nicht als Wohnräume ausgebauten Speicher (eine Öffnung je Dachseite, wenn der Dachboden nicht geteilt ist, oder je Raum, wenn der Dachboden geteilt ist).

Mauern

5. Mauer trockenlegung

6. Verstärkung baufälliger Mauern oder Abbruch und völliger Neubau dieser Mauern, in einem Höchstumfang von 30 % der Außenmauerflächen (Maueröffnungs- und Mittelmauerflächen (zweier Besitzer) einbezogen).

Außenholzwerk

7. Ersatz des Außenholzwerks (Türen und (Fenster-)Rahmen), das einen Wärmedurchgangskoeffizienten der Gruppe Rahmen + Verglasung (U_w) von höchstens $2W/m^2K$ nicht einhält, oder der Gläser dieses Außenholzwerks. Nach Ausführung dieser Arbeiten muss dieses Kriterium erfüllt sein.

Böden

8. Ersatz der Tragstrukturen (Grundbalken, Hourdiplatten, usw.) der Gehflächen in einem oder mehreren Räumen.

9. Ersatz der Gehflächen und der Zwischenlagen, einschließlich Fußleisten, in einem oder mehreren Räumen, ausschließlich wenn die bezuschussbare Arbeit Nr. 8 aufgrund des vorliegenden Erlasses bezuschusst wird.

Tageslichtbeleuchtung und Belüftung

10A. Tageslichtbeleuchtung der Wohnräume;

10B. Belüftung der Wohn- und Sanitärräume.

Sicherheit 11. Anpassung der Strom- und/oder Gasversorgungsanlage, ohne den Ersatz der Heizgeräte oder Warmwasserbereiter und der Teile der Anlage, die nicht für den Mindestkomfort erforderlich sind (Kabelfernsehen, Außenbeleuchtung,...).

12. Ersatz von Innentreppen, einschließlich der dabei anfallenden Nebenleistungen.

13. Schornsteinummantelung, einschließlich Instandsetzung bzw. Neubau oder Abbruch der Schornsteinmündungen und Nebenanlagen.

Hygiene

14. Anlage einer Trinkwasserzapfstelle über dem Abwaschbecken in der Küche.

15. Anlage einer Abwässerableitung oder völliger Ersatz der bestehenden Anlage, in Übereinstimmung mit den in diesem Bereich geltenden vorschriftsmäßigen Bestimmungen.

16. Anlage eines ersten W.C. mit Wasserspülung und Anschluss an die öffentliche Kanalisation oder an ein Ableitungs- und Aufbereitungssystem für Abwasser in Übereinstimmung mit den in diesem Bereich geltenden vorschriftsmäßigen Bestimmungen.

Das W.C. muss in einem belüfteten Raum eingebaut werden, der nur über einen Schleusenraum von einem Wohnraum aus zu erreichen ist.

17. Einbau eines ersten Badezimmers.

Überbelegung

18. Vergrößerungs- oder Umbauarbeiten, jedoch ohne dass die sich daraus ergebende nutzbare Fläche die nutzbare Mindestfläche um mehr als 30 % überschreiten darf und insofern die ursprüngliche nutzbare Fläche größer ist als die Hälfte der in denselben Kriterien bestimmten nutzbaren Mindestfläche.

Der Taxator muss in dem Abschätzungsbericht die geplanten Bauarbeiten im einzelnen auführen und die Überbelegung der Wohnung wegen unzureichender nutzbarer Fläche und/oder fehlender, für unerlässlich gehaltener Wohnräume nachweisen.

Diese Arbeiten werden nicht berücksichtigt, wenn der Antragsteller sich verpflichtet, die Wohnung zur Miete freizugeben, außer wenn die Wohnung eine Fläche unter 32 m^2 aufweist.

Bemerkung: Ist die gemeinsame Benutzung eines Schlafzimmers durch zwei Kinder gleichen Geschlechts unter 21 Jahren wegen des Altersunterschieds oder der Behinderung eines der Kinder zum Beispiel dem harmonischen Leben dieser Kinder schadet, kann die Einrichtung eines zusätzlichen Schlafzimmers ausnahmsweise berücksichtigt werden. Diese Abweichung liegt im Ermessen der Verwaltung, die auf der Grundlage eines begründeten Berichts des Taxators handelt.

Hausschwamm

19. Alle Arbeiten zur Beseitigung des Hausschwamms oder jedes anderen Pilzes mit ähnlicher Wirkung durch Ersatz oder Behandlung der befallenen Teile.

Radon

20. Alle Arbeiten zur Beseitigung des Hausschwamms.

1° Anlage jeder Vorrichtung, die eine direkte Außenluftbelüftung der Keller und/oder der Belüftungshohlräume gewährleistet (Einbau von Kellerfenstern oder Anlage eines Systems zur Zwangsbelüftung);

2° Arbeiten zur Verdichtung der Membranen oder Türen im Untergeschoss;

3° alle Arbeiten, die in den Berichten der Büros und Messdienststellen, die von der durch Königlichen Erlass vom 20. Juli 2001 zur Festlegung einer allgemeinen Ordnung über den Schutz der Bevölkerung, der Arbeitnehmer und der Umwelt gegen die Gefahren ionisierender Strahlungen (*Belgisches Staatsblatt* vom 30. August 2001) eingerichteten Föderalen Agentur für Nuklearkontrolle registriert sind, empfohlen werden.

Art. 3 - Isolierungsarbeiten werden nur dann berücksichtigt, wenn sie mit einer der vorerwähnten Arbeiten, für welche die Prämie gewährt werden kann, verbunden sind, und wenn sie die durch Artikel 5 bis 7 des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung festgesetzten Normen einhalten.

Die Übereinstimmung der Arbeiten mit diesen Normen muss durch eine technische Anlage bescheinigt werden.

Art. 4 - In Anwendung von Artikel 3, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen ist die Durchführung einer Untersuchung durch einen Taxator vorgeschrieben, wenn der Antragsteller die Wohnung nicht persönlich benutzt oder falls der Antragsteller Materialien anschafft, die in der Wohnung einzubauen sind, sowie wenn der Antragsteller die bezuschussbaren Arbeiten Nr 10A, 10B oder 12 bis 20 von Artikel 2 des vorliegenden Erlasses ausführt.

Art. 5 - Falls der Antragsteller die Wohnung nicht persönlich benutzen müssen alle in der Liste des Artikels 2 aufgeführten Arbeiten, die zur Aufhebung der in der Wohnung bestehenden Ursachen der gesundheitlichen Unzuträglichkeit notwendig sind, unbedingt ausgeführt werden, mit Ausnahme der Arbeiten mit der Nummer 4, 7, 10A, 17 und 20.

Art. 6 - § 1. Wenn eine Wohnung Räume umfasst, die, sei es auch nur teilweise, der Ausübung einer Berufstätigkeit dienen oder dazu bestimmt sind, werden die Arbeiten, die an gemeinsamen baulichen Anlagen des zu Wohnzwecken dienenden Teils und des zu Berufszwecken dienenden Teils der Wohnung vorgenommen werden, im Verhältnis zu dem zu Wohnzwecken dienenden Teil berücksichtigt.

§ 2. Die Arbeiten, die an gemeinsamen baulichen Anlagen mehrerer Wohnungen oder an gemeinsamen baulichen Anlagen einer oder mehrerer Wohnungen und eines für Berufszwecke bestimmten Teils des Gebäudes, der von der bzw. den Wohnungen vollkommen getrennt ist, vorgenommen werden, werden nicht berücksichtigt, außer wenn das ganze Gebäude demselben Eigentümer gehört. In diesem Fall werden die gemeinsamen Arbeiten im Verhältnis zum Umfang berücksichtigt, der die Wohnung, die Gegenstand des Antrags ist, darstellt.

§ 3. Die Arbeiten, die spezifisch für nicht zu Wohnzwecken dienende Räume bestimmt sind, werden nicht berücksichtigt, außer wenn einerseits diese Räume im Hauptgebäude, das bewohnt wird, und nicht in einem Anbau dieses Gebäudes liegen, und andererseits wenn ihre Nichtausführung die gesundheitliche Zuträglichkeit des zu Wohnzwecken dienenden Teils der Wohnung beeinträchtigen könnte.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. September 2014 in Kraft.

Namur, den 24. Juni 2014

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/205553]

24 JUNI 2014. — Ministerieel besluit waarbij de technische voorwaarden worden bepaald voor woningen die in aanmerking komen voor een renovatiepremie in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2014

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

Gelet op het Waals Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, inzonderheid op de artikelen 16, 24, 25, 26, 27 en 28, gewijzigd bij artikel 26 van het decreet van 12 februari 2012;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2014 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen, inzonderheid op de artikelen 2, § 1, 3 en 6;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007 tot vaststelling van de minimale gezondheidsnormen, de overbevolkingsnormen en houdende de in artikel 1, 19^o tot 22^o*bis*, van het Waalse Wetboek van huisvesting en duurzaam wonen bedoelde begripsomschrijvingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 mei 2014;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 19 juni 2014;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het ministerieel besluit waarbij de technische voorwaarden worden bepaald voor woningen die in aanmerking komen voor een renovatiepremie in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2014 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen op 1 september 2014 in werking zal treden,

Besluit :

Artikel 1. De woningen die in aanmerking komen voor een aanvraag om een renovatiepremie zijn verbeterbare woningen zoals bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007 tot vaststelling van de minimale gezondheidsnormen, de overbevolkingsnormen en houdende de in artikel 1, 19^o tot 22^o*bis* van het Waalse Wetboek van huisvesting en duurzaam wonen bedoelde begripsomschrijvingen.

Art. 2. De saneringswerken waarvoor een premie toegekend kan worden moeten verplicht één of verscheidene bepaalde ongezondheidsfactoren verhelpen en, zodra uitgevoerd, voldoen aan de minimale normen bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007. Ze moeten worden opgenomen in de lijst van de subsidiëerbare werken. Elk werk (werk 7 uitgezonderd), van nummer 1 tot en met 20 in deze lijst, moet volledig uitgevoerd zijn om in aanmerking te komen.

De kosten van een voor de berekening van de premie in aanmerking genomen werk kan forfaitair beperkt worden tot het geraamde bedrag van werken die goedkoper zijn dan degene die uitgevoerd zijn maar de vastgestelde ongezondheidsoorzaak wel kunnen verhelpen.

Subsidiëerbare werken :

Dak

1. Vervanging van de bekleding (minstens een gehele dakhelling), met inbegrip van dakvensters, dakramen en gelijkgestelde elementen (volgens de onder werk nr. 4 vastgestelde normen indien de dakverdieping niet in woonvertrek ingericht is), verplicht vergezeld van een isolatie die voldoet aan de norm bedoeld in artikel 5, §§ 1 en 2, van het ministerieel besluit betreffende de modaliteiten en de procedure tot toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik. Die verplichting wordt niet opgelegd indien de dakverdieping niet in woonvertrek ingericht is en indien de dakisolatie afbraakwerken vereist.

2. Aanpassing van het gebinte, verplicht vergezeld van een isolatie die voldoet aan de norm bedoeld in artikel 5, §§ 1 en 2, van het ministerieel besluit betreffende de modaliteiten en de procedure tot toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik.

3. Vervanging van elk element of van elke voorziening voor de opvang of de afvoer van het regenwater.

4. Installatie van iedere inrichting die voor de natuurlijke verlichting en/of de verluchting van de niet in woonvertrek ingerichte dakverdieping zorgt (één vensteropening per helling indien de dakverdieping niet opgedeeld is of per lokaal indien ze wel opgedeeld is).

Muren

5. Droogmaking van de muren.

6. Versterking van de onstabiele muren of sloping en totale wederopbouw van die muren zonder 30 % van de oppervlakte van de buitenmuren (oppervlakte van vensteropeningen en gemeenschappelijke muren inbegrepen) te mogen overschrijden.

Buitenmetselwerk

7. Vervanging van het buitenmetselwerk (deuren en raamwerk) dat niet voldoet aan de thermische transmissiecoëfficiënt van het geheel ramen + beglazing (U_w) gelijk zijn aan of lager zijn dan $2 \text{ W/m}^2\text{K}$, of van de beglazing van het buitenmetselwerk. Na deze werken, dient aan deze norm te worden voldaan.

Vloeren

8. Vervanging van de dragers (balklaag, holle vloerplaat, enz...) van de circulatieruimtes van één of meer lokalen.

9. Vervanging van de vloeroppervlakte en de onderlagen van één of verscheidene lokalen, met inbegrip van de plinten, enkel als het subsidieerbaar werk 8 bij dit besluit wordt gesubsidieerd.

Natuurlijke verlichting en verluchting

10A. Natuurlijke verlichting en verluchting van de woonvertrekken.

10B. Verluchting van de keukens en sanitaire ruimten.

Veiligheid

11. Aanpassing van de elektriciteits- en/of gasinstallatie, met uitzondering van de vervanging van verwarming-apparaten of van toestellen voor de productie van warm water, en installatiegedeelten die niet noodzakelijk zijn voor een minimumcomfort (kabeltelevisie, buitenverlichting,...).

12. Vervanging van de binnentrap, met inbegrip van de vereiste bijbehorende werken.

13. Overtrekken van schachten van schoorstenen, met inbegrip van herstelling, wederopbouw of slooping van de schoorsteentoppen en aanvullende onderdelen.

Hygiëne

14. Plaatsing van een tappunt voor drinkwater boven de gootsteen in de keuken.

15. Plaatsing van een inrichting voor de afvoer van afvalwater of totale vervanging van de bestaande inrichting, overeenkomstig de ter zake geldende voorschriften.

16. Plaatsing van een eerste WC met spoelinrichting, die aangesloten is op de openbare riolering of op een afvoer-behandelingsstelsel overeenkomstig de ter zake geldende voorschriften.

De WC dient in een verlucht lokaal te staan dat enkel via een sas naar een dagvertrek doorloopt.

17. Plaatsing van een eerste badkamer.

Overbewoning

18. Uitbreidings- of inrichtingswerken, zonder dat de daaruit voortvloeiende bruikbare oppervlakte meer dan 30 % groter is dan de minimale bruikbare oppervlakte, en voor zover de aanvankelijke bruikbare oppervlakte meer bedraagt dan de helft van de minimale bruikbare oppervlakte, zoals in dezelfde normen bepaald.

In het schattingsverslag moet de schatter de geplande werken nader bepalen en aantonen dat de woning overbewoond is op grond van een onvoldoende bruikbare oppervlakte en/of het gebrek aan bepaalde onontbeerlijk geachte woonvertrekken.

Deze werken komen niet in aanmerking wanneer de aanvrager zich ertoe verbindt de woning te verhuren, behalve indien de oppervlakte van de woning kleiner dan 32 m^2 is.

Opmerking: Als het betrekken van een slaapkamer door twee kinderen van hetzelfde geslacht van minder dan 21 jaar het harmonisch leefklimaat van deze kinderen in het gedrang brengt wegens bijvoorbeeld hun leeftijdsverschil of wegens de handicap van één van beiden, kan de inrichting van een bijkomende slaapkamer in aanmerking komen als afwijking die aan het bestuur ter beoordeling wordt voorgelegd en op grond van een met redenen omkleed verslag van de schatter.

Huiszwam

19. Alle werken om de huiszwam of andere zwammen met gelijksortige effecten weg te werken, door vervanging of behandeling van de aangetaste onroerende elementen.

Radon

20. Alle werken om het radon weg te werken :

1° plaatsing van elk toestel voor de ventilatie met de buitenlucht van kelders en/of ventilatieholten (aanleg van kelderramen of plaatsing van een systeem voor gedwongen luchtverversing);

2° werken die de vliezen of de deuren van de kelderverdieping dichtmaken;

3° alle werken die worden geadviseerd in de verslagen van de meetbureaus en -diensten geregistreerd door het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, ingericht bij het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen (*Belgisch Staatsblad* van 30 augustus 2001).

Art. 3. Isolatiewerken komen slechts in aanmerking indien zij betrekking hebben op één van bovenvermelde werken die voor een premie in aanmerking komen, en indien ze de normen bepaald in de artikelen 5 tot 7 van het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure tot toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik naleven.

De conformiteit van de werken met deze normen dient te worden aangetoond bij een technische bijlage.

Art. 4. Overeenkomstig artikel 3, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2014 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen, is de uitvoering van een onderzoek door een schatter verplicht als de aanvrager de woning niet persoonlijk bewoont of als de aanvrager materialen aankoopt voor de woning alsook als de aanvrager de subsidieerbare werken 10A, 10B of 12 tot 20 van artikel 2 van dit besluit verricht.

Art. 5. Indien de aanvrager de woning niet persoonlijk bewoont, dienen alle werken opgenomen in de lijst van artikel 2, en die nodig zijn om de ongezondheidsoorzaken in de woning te verhelpen, te worden uitgevoerd, met uitzondering van de werken nr. 4, 7, 10A, 17 en 20.

Art. 6. § 1. Wanneer de woning lokalen bevat die, zelfs gedeeltelijk, gebruikt worden of bestemd zijn voor het uitoefenen van een beroepsactiviteit, worden de werken die uitgevoerd worden in gemeenschappelijke constructies van het woongedeelte en het beroepsgedeelte in de woning in aanmerking genomen naar rata van het woongedeelte.

§ 2. De werken uitgevoerd in gemeenschappelijke constructies van verscheidene woningen of van één of verscheidene woningen en in een gebouwgedeelte dat voor het uitoefenen van een beroep bestemd is en dat geheel apart ligt van de woning(en) komen niet in aanmerking, behalve indien het gehele gebouw aan dezelfde eigenaar toebehoort. In dit geval komen de gemeenschappelijke werken in aanmerking naar rata van het gedeelte van de woning waarvoor een aanvraag is ingediend.

§ 3. De specifieke werken in lokalen die niet voor bewoning zijn bestemd komen niet in aanmerking, behalve indien ze, enerzijds, in het hoofdgebouw van de woning gelegen zijn en niet in een bijgebouw ervan en indien, anderzijds, de niet-uitvoering ervan de gezondheid van het woongedeelte van de woning in gevaar kan brengen.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2014.

Namen, 24 juni 2014.

J.-M. NOLLET

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2014/31678]

20 JULI 2014. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de kabinetten van de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en van de Gewestelijke Staatssecretarissen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten en door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, alsook door de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de Gewesten en de Gemeenschappen;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, alsook door de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de Gewesten en de Gemeenschappen;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, zoals gewijzigd, ondermeer door de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming;

Gelet op Bijlage I van het besluit van 27 maart 2014 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende regeling van het administratief statuut en van de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussel Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het nodig is onverwijld de werking van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering te verzekeren;

Op de voordracht van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Na beraadslaging,

Besluit :

Afdeling 1. — Algemene bepaling.

Artikel 1. Elk lid van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en elk gewestelijke Staatssecretaris beschikt over een kabinet.

Afdeling 2. — Bevoegdheden en samenstelling.

Art. 2. De bevoegdheden van elk kabinet betreffen : de aangelegenheden die het algemeen beleid van de Regering of de werkzaamheden van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad kunnen beïnvloeden; de opzoekingen en de studies van aard het persoonlijk werk van het lid van de Regering te vergemakkelijken; het voorleggen van de dossiers van de administratie, eventueel het secretariaat van de Regering, het in ontvangst nemen en het openen van zijn persoonlijke briefwisseling, zijn privé-correspondentie, de verzoeken tot audiëntie, het persoverzicht.

Art. 3. De aanwerving van de leden en personeelsleden van elk kabinet mag slechts gebeuren voor zover het betrokken kabinet over voldoende kredieten beschikt om deze aanwervingen voor zijn rekening te nemen.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2014/31678]

20 JUILLET 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant la composition et le fonctionnement des cabinets des membres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et des Secrétaires d'Etat régionaux

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, relative au financement des Communautés et des Régions et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat ainsi que par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux Régions et Communautés;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat ainsi que par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux Régions et Communautés;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, telle que modifiée notamment par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat;

Vu l'Annexe I de l'arrêté du 27 mars 2014 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant le statut administratif et péculaire des agents du ministère de la Région Bruxelles-Capitale;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'assurer sans délai le <fonctionnement> du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Section 1^{re}. — Disposition générale.

Article 1^{er}. Chaque membre du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale et chaque secrétaire d'Etat régional dispose d'un cabinet.

Section 2. — Attributions et composition.

Art. 2. Les attributions de chaque cabinet concernent : les affaires susceptibles d'influencer la politique générale du Gouvernement ou les travaux du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale; les recherches et les études propres à faciliter le travail personnel du membre du Gouvernement; la présentation des dossiers de l'administration, éventuellement le secrétariat du Gouvernement, la réception et l'ouverture de son courrier personnel, sa correspondance particulière, les demandes d'audience, la revue de presse.

Art. 3. L'engagement des membres et agents de chaque cabinet ne peut se faire que pour autant que le cabinet concerné dispose de crédits suffisants pour prendre en charge ces engagements.